

LETTRÉ OUVERTE D'UNE HABITANTE DU SUD DE L' AISNE

Ce n'est qu'en janvier 2011, que nous avons appris l'existence de ce permis d'extraction d'huiles de schiste, permis de Château-Thierry, qui couvre 779 km², octroyé depuis octobre 2009. Et, depuis, nous ne comprenons toujours pas que les maires de nos villages, nos élus, que nous, habitants et habitantes de cette jolie région du sud de l'Aisne, n'ayons été, à aucun moment, ni d'aucune façon, consultés au préalable.

La société Toréador-Hess est venue chez nous, pour la première fois, en mars 2011, pour une réunion d'informations des maires et des élus de la communauté de Communes de Condé en Brie.

Quand on leur a demandé la nature des produits chimiques injectés, ils ont dit que ce n'était pas plus dangereux que du dentifrice ou du canard WC. Ils appellent dentifrice ou canard WC, 3500 tonnes de produits chimiques nocifs mélangés à 174 000 tonnes d'eau par puits.

Quand on leur a parlé de ces milliers de tonnes d'eau dont ils ont besoin, ils ont dit ne pas les prendre chez nous, mais les faire venir d'ailleurs, par camions.

Pour les pétroliers, nous sommes une population "éparse et rurale". Ils nous prennent pour des gens incultes et des demeurés. Ils n'ont aucun respect pour nous, pour notre choix de vie, pour notre cadre de vie, pour notre façon de vivre, et aujourd'hui, nous vivons avec un risque majeur de voir ces plateformes pétrolières envahir nos paysages.

Nous allons devoir supporter, nuit et jour, le trafic des poids lourds transportant leur matériel, leur sable, leurs produits chimiques, les milliers de tonnes d'eau dont ils ont besoin.

Nos routes et notamment à Rozoy Bellevalle, la D1, n'ont pas été faites pour une telle densité de trafic. Ce sera une pollution visuelle et sonore de tous les instants, sans compter l'augmentation de la dangerosité et des risques encourus sur les routes.

*"Aux Etats-Unis... où l'on fait des forages depuis plus de 10 ans, plus de 80% des zones rurales subissent des niveaux sonores de plus en plus élevés en raison de l'extraction des gaz de schiste."

Il faut comprendre qu'on ne pourra plus laisser boire nos bêtes dans nos rûs et nos rivières, dans la crainte du moment fatal où il y a aura une pollution. Il faut comprendre qu'on ne pourra plus utiliser l'eau de nos puits dans la crainte d'une pollution des nappes.

Bien sûr, au début, les premiers puits seront extrêmement contrôlés, mais nous savons très bien qu'après, il y aura beaucoup d'autres puits qui, eux, seront forcément moins bien contrôlés. Et s'il y a un problème, s'il y a des fuites dans 1 an, dans 2 ans ou dans 3 ans, soyez certains que nous ne serons prévenus qu'après, quand le mal sera fait, quand la pollution aura eu lieu.

Comment peut-on expliquer qu'on nous demande de limiter notre consommation d'eau, l'été, en période de sécheresse et qu'on autorise des pétroliers à utiliser une technique de forage nécessitant l'utilisation de milliers de mètres cubes d'eau.

Notre choix de vie à la campagne est un choix de vie qui implique des contraintes. Ces contraintes sont parfois difficiles, elles représentent des coûts et nous les acceptons parce que nous l'avons choisi. Mais si on vient nous enlever tout ce qui fait le charme de nos campagnes, alors, à quoi bon vivre ici ? Nos maisons, nos exploitations agricoles, viticoles ou autres, nos terres sont notre patrimoine. C'est le travail d'une vie ou de celles de plusieurs générations, de plusieurs vies.

Nous ne pouvons pas accepter qu'elles soient dévalorisées, nous ne pouvons pas accepter de les perdre.

Nous ne pouvons pas non plus croire les pétroliers, quand ils nous disent aussi que ces puits pourraient nous apporter des emplois.... Mais, qu'est-ce que la création d'une poignée d'emplois sur une durée temporaire, face à la destruction et à la perte programmée de milliers d'emplois existants qui sont liés à notre tourisme, à notre viticulture, à notre agriculture, parce qu'on aura défiguré et souillé nos régions ?

***"Avec un million de puits forés et deux millions de fracturations hydrauliques menées, les Etats-Unis possèdent une expérience accumulée significative. Des scientifiques américains ont fait un rapport accablant sur la situation: les nappes phréatiques sont souillées, bétails, poissons, hommes et femmes empoisonnés, terres contaminées, air corrompu ; les poisons que l'on injecte et qui remontent du sol ont stérilisé des régions entières."

En France, si les projets de ces sociétés pétrolières sont menés à terme, que ce soit à Rozoy-Bellevalle, à Fère en Tardenois, à Gandelu ou à Sommelans, comme à chaque endroit où ça se fera, à chaque fois, derrière, il y aura des drames humains, des drames de vies d'hommes et de femmes, comme vous et moi.

La loi du 13 juillet 2011 a été une loi de circonstances faite a minima, devant la pression des citoyens, elle est insuffisante parce qu'elle autorise les forages par fracturation hydraulique à des fins de recherche scientifique. Alors, dites-moi : quand ils vont avoir investi des millions dans une première plate-forme, uniquement pour faire de la recherche scientifique, puisque la loi n'autorise que ça, pensez-vous, s'ils remontent de l'huile de schiste, qu'ils vont s'arrêter là, constater qu'il y en a et puis, ranger leurs outils, démonter leur derrick, repartir tranquillement, parce que la loi du 13 juillet leur en interdit l'exploitation ????

La loi du 13 juillet 2011 est un leurre. Le permis de Château-thierry doit être abrogé, comme l'a été celui de Montélimar, de Nant et de Villeneuve sur berg. Notre sous-sol doit être déclaré "patrimoine de l'humanité". La Bulgarie vient d'interdire définitivement le recours à la fracturation hydraulique et d'abroger les permis délivrés

Nous, citoyens du collectif Carmen, tenons particulièrement à remercier tous les élus, qui depuis la réunion du 7 mars dernier à Château-Thierry, se sont rassemblés, au-delà des convictions et des sensibilités politiques de chacun, pour créer un collectif d'élus contre les huiles et gaz de schiste, pour avancer à nos côtés et user de tous les moyens dont ils disposent dans leurs fonctions, pour que ces projets ne se concrétisent pas.

Bien sûr, au pays de Jean de la Fontaine, certains disent que c'est le combat du pot de terre contre le pot de fer, que c'est un combat perdu d'avance.

Les seuls combats perdus d'avance sont ceux devant lesquels on se dérobe.

Certains d'entre vous ont commencé à mettre des banderoles, des calicots, des pancartes dans les champs à l'entrée de leur village pour faire savoir qu'ils ne veulent pas qu'on touche à leur lieu de vie et qu'ils veulent continuer à y vivre en paix. Certains maires ont mis en place des pétitions, ouverts des cahiers de doléances dans les mairies, organisé des réunions d'informations.

Nous sommes à une étape cruciale de la transition énergétique et écologique. Dans quelque temps, on va nous expliquer que chez nous, il ne pourra pas se passer la même chose qu'aux Etats Unis, parce que la technologie va être améliorée, on va faire du "made in France" avec une réduction de la consommation d'eau, des additifs, de l'empreinte au sol, du bruit, etc... on va tenter de nous rendre acceptable l'idée du recours aux huiles et gaz de schiste, bref "de nous faire passer la pilule".

Soyons vigilants car la route est longue et prenons-nous en mains. Prenons aussi conscience que sur le sujet de l'énergie, nous devons moins et mieux consommer. Faisons en sorte que face aux projets des pétroliers, nos enfants et nos petits-enfants ne nous disent pas, dans 15 ou 20 ans, que nous n'avons rien fait pour empêcher ça.

C'est de la responsabilité de chacun d'entre nous, nous le leur devons.

CHL pour le collectif Carmen

* le Figaro.fr /sciences 20/03/2012

** le Monde 21/03/2012